



LA METROPOLE : l'opinion de la CGT

Le constat de déséquilibres, d'inégalités ou de déficiences « historiques » (transports, infrastructures, logement, propreté, clientélisme, affairisme, pauvreté des habitants, ...) trouverait désormais son remède miracle dans une métropole Marseille-Aix englobant la quasi-totalité du département des Bouches-du-Rhône à l'exception d'Arles. Nous sommes bien loin d'une simplification administrative, au contraire ! La métropole sera composée de conseils territoriaux, avec des conseils d'élus et des compétences propres.

Il n'est plus question de droits sociaux, de démocratie et de citoyenneté, mais de « gouvernance » métropolitaine.

La gouvernance, c'est tout simplement la mainmise de la concurrence libre et non faussée (Traité européen) sur les territoires au détriment du vivre ensemble.

C'est livrer Marseille et les Bouches-du-Rhône, sa jeunesse, ses salarié-es et ses habitant-es aux appétits des affairistes alors même que la situation actuelle est en partie le résultat de cette pratique !

La gouvernance, c'est la concentration des pouvoirs dans les mains d'une oligarchie dans laquelle le patronat du CAC 40 et le Medef entendent exercer le pouvoir (marchés publics) et décider à la place de presque 2 millions d'habitants dans notre département.

Dans le même temps, l'accord scélérat national interprofessionnel (ANI) signé par des syndicats minoritaires et le Medef propose, s'il est voté par les députés, de précariser la majorité des salarié-es.

La métropole serait le territoire d'application des contrats précaires, de la flexibilité, de la « mobilité » et de l'arbitraire, comme Plan-de-campagne fut le laboratoire pour banaliser le travail du dimanche !

Encore plus d'injustice et de précarité: nous n'en voulons pas !

Penser aujourd'hui une action publique raisonnée et rénovée, bâtie sur une coopération opérationnelle efficace et répondant aux besoins sociaux et économiques dans notre département ne peut faire l'impasse sur les moyens pour y parvenir.

- + La responsabilité de l'Etat est pleine et entière: lui seul a la capacité d'investissements structurants pour corriger les inégalités de développement et rattraper le retard accumulé.
- + La fiscalité locale, particulièrement injuste, doit faire l'objet d'une véritable réforme, être progressive et assurer l'égalité des citoyens devant les impôts locaux. Celle des entreprises doit affirmer leur responsabilité sociale et environnementale.
- + Enfin, le statut des fonctionnaires doit être confirmé et renforcé pour un Service Public qui réponde aux besoins des citoyens et des usagers.

La métropole : laboratoire de l'austérité et de la régression sociale !

Des milliards d'exonérations pour le patronat et le serrage de ceinture pour les salarié-es ? BASTA ! L'affairisme aux commandes ? BASTA !

**La CGT 13,
à l'initiative des syndicats de la Fédération des Services publics,
appelle les syndicats à participer, par de larges délégations,
AU RASSEMBLEMENT
DEVANT LA MAIRIE DE MARSEILLE
LE 28 MARS 2013 A 10H00**